

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures de la qualité du lait résulte de l'obligation d'adapter la réglementation aux conditions de marché modifiées et de se conformer aux directives CEE précitées,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté ministériel du 16 août 1989 relatif à la détermination officielle de la qualité du lait fourni aux acheteurs un article 4 bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Article 4 bis. § 1<sup>er</sup>. Afin de répondre aux exigences minimales pour la qualité, visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal, le lait ne peut obtenir plus de 20 points de pénalisation à la détermination officielle de la qualité.

§ 2. Aux producteurs ayant obtenu plus de 20 points de pénalisation il est interdit de fournir du lait à un acheteur pendant trois mois.

Cette interdiction prend cours le premier du mois qui suit la notification du résultat de la détermination de la qualité. »

**Art. 2.** A l'annexe 2 du même arrêté les points 1.3. et 2.3 sont remplacés comme suit :

« 1.3. Points de pénalisation.

Pour l'attribution du nombre de points de pénalisation il doit être tenu compte du tableau suivant :

Résultat (germes/ml)	Pénalisation (points)
—	—
Inférieur ou égal à 100 000	0
De plus de 100 000 à 300 000	2
De plus de 300 000 à 400 000	8
Supérieur à 400 000 2 fois consécutivement	12
Supérieur à 400 000 3 fois consécutivement	16
Supérieur de 400 000	20 »

« 2.3. Points de pénalisation.

Pour l'attribution du nombre de points de pénalisation il doit être tenu compte du tableau suivant :

Résultat (germes/ml)	Pénalisation (points)
—	—
Inférieur ou égal à 400 000	0
De plus de 400 000 à 500 000	1
De plus de 500 000 à 750 000	2
Supérieur à 750 000	4 »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Bruxelles, le 18 février 1993.

A. BOURGEOIS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 93 — 652

10 MARS 1993. — Arrêté royal relatif à l'octroi de dérogations temporaires et limitées aux conditions d'agrément des établissements de traitement du lait et des établissements de transformation du lait

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois du 11 avril 1983 et du 29 décembre 1990, notamment l'article 3;

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifiée par la loi du 22 mars 1989, notamment les articles 2, 3 et 10;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen met betrekking tot de melkkwaliteit voortvloeit uit de verplichting de reglementering aan te passen aan de gewijzigde marktomstandigheden en zich te schikken naar de genoemde EEG-richtlijnen,

Besluit :

**Artikel 1.** In het ministerieel besluit van 16 augustus 1989 betreffende de officiële kwaliteitsbepaling van melk geleverd aan kopers wordt een artikel 4 bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Artikel 4 bis. § 1. Om aan de minimumkwaliteitsvereisten bedoeld bij artikel 7, § 1 van het koninklijk besluit te voldoen mag de melk bij de officiële kwaliteitsbepaling niet meer dan 20 strafpunten bekomen.

§ 2. Aan producenten die meer dan 20 strafpunten bekomen is het gedurende drie maanden verboden melk te leveren aan een koper.

Dit verbod gaat in vanaf de eerste van de maand volgend op de bekendmaking van het resultaat van de kwaliteitsbepaling. »

**Art. 2.** In bijlage 2 van hetzelfde besluit worden de punten 1.3 en 2.3 als volgt vervangen :

« 1.3. Strafpunten.

De toekenning van het aantal strafpunten gebeurt volgens onderstaande tabel :

Resultaat (kiemen/ml)	Strafpunten
—	—
Minder dan of gelijk aan 100 000	0
Meer dan 100 000 tot 300 000	2
Meer dan 300 000 tot 400 000	8
Meer dan 400 000 2 opeenvolgende keren	12
Meer dan 400 000 3 opeenvolgende keren	16
Meer dan 400 000	20 »

« 2.3. Strafpunten.

De toekenning van het aantal strafpunten gebeurt volgens onderstaande tabel :

Resultaat (kiemen/ml)	Strafpunten
—	—
Minder dan of gelijk aan 400 000	0
Meer dan 400 000 tot 500 000	1
Meer dan 500 000 tot 750 000	2
Meer dan 750 000	4 »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1993.

Brussel, 18 februari 1993.

A. BOURGEOIS

MINISTERIE VAN LANDBOUW  
EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU

N. 93 — 652

10 MAART 1993. — Koninklijk besluit betreffende het toestaan van tijdelijke en beperkte afwijkingen op de erkenningsvoorwaarden van melkbehandelings- en melkverwerkingsinrichtingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, gewijzigd door de wet van 22 maart 1989, inzonderheid op de artikelen 2, 3 en 10;

Vu la loi du 15 janvier 1938 relative à la création d'un Office national du lait et de ses dérivés, modifiée par l'arrêté royal du 3 octobre 1955 et par la loi du 28 juillet 1992;

Vu la Directive 92/47/CEE du Conseil du 16 juin 1992 relative aux conditions d'octroi de dérogations temporaires et limitées aux règles communautaires sanitaires spécifiques pour la production et la mise sur le marché de lait et de produits à base de lait;

Vu la concertation avec les Exécutifs;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 9 août 1980, 13 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer sans délai les conditions d'octroi de dérogations temporaires et limitées aux conditions d'agrément, en vue de permettre aux établissements d'introduire leur demande avant le 1<sup>er</sup> avril 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1. La Directive: Directive 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait, publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*, n° L 268 du 14 septembre 1992.

2. Etablissement: établissement de traitement, un établissement où le lait est traité thermiquement et/ou un établissement de transformation, un établissement et/ou une exploitation de production où le lait et/ou des produits à base de lait sont traités, transformés et conditionnés.

3. Lait: le lait produit par la sécrétion de la glande mammaire d'une ou de plusieurs vaches, brebis, chèvres ou bufflonnes.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant l'agrément préalable des entreprises de transport, de préparation, de transformation ou de conditionnement des produits laitiers, il peut être octroyé aux établissements en activité au 6 juillet 1992, des dérogations temporaires et limitées à certaines des exigences, prévues à l'annexe B, chapitre 1<sup>er</sup> de la Directive (conditions générales d'agrément des établissements de traitement et des établissements de transformation) et chapitre V (conditions spéciales d'agrément des établissements de traitement et des établissements de transformation).

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir les dérogations visées à l'article 2, les intéressés doivent introduire une demande, par lettre recommandée, auprès de l'Office national du lait et de ses dérivés, rue Froissart 95-99, 1040 Bruxelles, et ceci avant le 1<sup>er</sup> avril 1993.

§ 2. Cette demande doit être assortie :

1<sup>o</sup> des exigences sur lesquelles portent les dérogations demandées;

2<sup>o</sup> du type et de la durée des dérogations envisagées;

3<sup>o</sup> de la nature des produits fabriqués;

4<sup>o</sup> d'un plan et d'un programme de travaux précisant les délais dans lesquels l'établissement peut se conformer aux exigences mentionnées à l'article 2;

5<sup>o</sup> de l'engagement de l'exploitant à respecter le programme des travaux.

§ 3. Le demandeur est informé par écrit de la décision relative à la dérogation demandée, avec indication des conditions auxquelles la dérogation est octroyée ainsi que de la durée de celle-ci, qui ne peut s'étendre au-delà du 31 décembre 1997.

Art. 4. Les laits de consommation et les produits à base de lait provenant d'un établissement auquel une dérogation a été octroyée ne peuvent en aucun cas :

1<sup>o</sup> être munis de la marque de salubrité prévue à l'annexe C, chapitre IV, paragraphe A point 3 de la Directive;

2<sup>o</sup> être exportés vers d'autres Etats membres de la C.E.E.

Art. 5. Aux établissements qui ne répondent pas aux conditions d'agrément de la Directive et qui n'ont pas fait de demande de dérogation au 1<sup>er</sup> avril 1993 ou dont la demande a été refusée, il est interdit de mettre sur le marché les laits de consommation ou les produits à base de lait.

L'interdiction ne s'applique qu'à la partie de l'établissement qui ne répond pas aux conditions.

Gelet op de wet van 15 januari 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Zuiveldienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 1955 en bij de wet van 28 juli 1992;

Gelet op de Richtlijn 92/47/EEG van de Raad van 16 juni 1992 houdende vaststelling van de voorschriften voor het bestaan van tijdelijke en beperkte afwijkingen op de specifieke communautaire gezondheidsvoorschriften voor de productie en het in de handel brengen van melk en producten op basis van melk;

Gelet op het overleg met de Executieven;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld de voorwaarden voor het toekennen van tijdelijke en beperkte afwijkingen op de erkenningsvoorwaarden vast te stellen, ten einde de inrichtingen toe te laten hun aanvraag vóór 1 april 1993 in te dienen;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en van Onze Minister van Volksgezondheid.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. De Richtlijn: Richtlijn 92/46/EEG van de Raad van 16 juni 1992 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de productie en het in de handel brengen van rauwe melk, warmtebehandelde melk en producten op basis van melk, gepubliceerd in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*, nr. L 268 van 14 september 1992.

2. Inrichting: een melkbehandelingsinrichting, een inrichting waar melk een warmtebehandeling ondergaat en/of een melkverwerkingsinrichting, een inrichting en/of een productiebedrijf waar melk en/of producten op basis van melk worden behandeld, verwerkt en verpakt.

3. Melk: melk die is afgescheiden van een of meer koeien, oaien, geiten of buffelkoeien.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de voorafgaande erkenning der ondernemingen die zuivelproducten vervoeren, bereiden, omvormen of conditioneren, kunnen aan inrichtingen, in werking op 6 juli 1992, tijdelijke en beperkte afwijkingen toegestaan worden op sommige eisen gesteld in bijlage B, hoofdstuk I van de Richtlijn (algemene voorwaarden voor de erkenning van melkbehandelings- en melkverwerkingsinrichtingen) en hoofdstuk V (bijzondere voorwaarden voor de erkenning van melkbehandelings- en melkverwerkingsinrichtingen).

Art. 3. § 1. Met het oog op het bekomen van de afwijkingen bedoeld in artikel 2 moeten de belanghebbenden per aangetekend schrijven een aanvraag indienen bij de Nationale Zuiveldienst, Froissartstraat 95-99, te 1040 Brussel, en dit voor 1 april 1993.

§ 2. Deze aanvraag moet bevatten :

1<sup>o</sup> de vereisten waarop de gevraagde afwijkingen betrekking hebben;

2<sup>o</sup> de aard en de duur van de beoogde afwijkingen;

3<sup>o</sup> de aard van de producten die worden bereid;

4<sup>o</sup> een plan en een werkprogramma waarin de termijnen worden genoemd waarbinnen de inrichting zal voldoen aan de in artikel 2 bedoelde eisen;

5<sup>o</sup> de verbintenis van de exploitant dat het werkprogramma zal nageleefd worden.

§ 3. De aanvrager wordt schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing over de gevraagde afwijking met aanduiding van de voorwaarden waaronder de afwijking wordt toegestaan en de duur ervan, die niet verder mag reiken dan 31 december 1997.

Art. 4. Konsumptiemelk en producten op basis van melk die afkomstig zijn van inrichtingen waarvoor een afwijking is toegestaan mogen in geen geval :

1<sup>o</sup> voorzien worden van het keurmerk bedoeld in bijlage C, hoofdstuk IV, punt A.3 van de Richtlijn;

2<sup>o</sup> uitgevoerd worden naar andere E.E.G.-lid-Staten.

Art. 5. Aan inrichtingen die niet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden van de Richtlijn en die op 1 april 1993 geen afwijking hebben aangevraagd of waarvan de aanvraag werd afgewezen, wordt verbod opgelegd konsumptiemelk of producten op basis van melk in de handel te brengen.

Het verbod geldt slechts voor het gedeelte van de inrichting dat niet voldoet.

**Art. 6. §1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté ne s'applique pas aux établissements qui traitent ou transforment moins de 200 000 litres de lait de vache par an.

§2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux établissements qui traitent ou transforment moins de 100 000 litres de lait de brebis, chèvres ou bufflonnes par an.

**Art. 7.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime et à la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 4 et 5 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

**Art. 9.** Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre de la Santé publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

**Art. 6. § 1.** Dit besluit is niet van toepassing op de inrichtingen die minder dan 200 000 liter koemelk per jaar behandelen of verwerken

§2. Dit besluit is niet van toepassing op inrichtingen die per jaar minder dan 100 000 liter melk van oaien, geiten of buffelkoeien behandelen of verwerken.

**Art. 7.** Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw- tuinbouw- en zeevisserijproducten en van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 4 en 5 die in werking treden op 1 januari 1994.

**Art. 9.** Onze Minister van Landbouw en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,  
A. BOURGEOIS

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 653

[S-C — 35258]

**10 JUNI 1992.** — Besluit van de Vlaamse Executieve betreffende de subsidieregeling van verenigingen van amateuristische kunstbeoefening in het kader van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormings- en ontwikkelingswerk

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het decreet van 24 juli 1991 houdende de subsidieregeling van verenigingen van amateuristische kunstbeoefening in het kader van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormings- en ontwikkelingswerk;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Volksontwikkelingswerk, gegeven op 20 november 1991;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting, Gezondheidsinstellingen, Welzijn en Gezin gegeven op 3 juni 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 24 juli 1991 in werking is getreden op 1 januari 1992 en bijgevolg zowel de werking als de financiële ondersteuning van de rechthebbenden maximaal moet worden gewaarborgd;

Op voorstel van de Gemeenschapsminister van Cultuur en Brusselse Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — De erkenning

**Artikel 1.** De Gemeenschapsminister bevoegd voor Cultuur en Brusselse Aangelegenheden — hierna Gemeenschapsminister genoemd — erkent een vereniging van amateuristische kunstbeoefening nadat daartoe een aanvraag bij de bevoegde administratie werd ingediend. Elke vereniging die sedert ten minste één jaar als v.z.w. een werking ontplooit conform de bepalingen van het decreet van 24 juli 1991 betreffende de subsidieregeling van verenigingen van amateuristische kunstbeoefening in het kader van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormings- en ontwikkelingswerk — hierna decreet van 24 juli 1991 genoemd — komt voor erkenning en subsidiëring in aanmerking.

**Art. 2.** De aangetekende schriftelijke aanvraag tot erkenning moet samen met het erkenningsdossier uiterlijk voor één mei in het bezit zijn van de bevoegde administratie. Dit dossier bevat :

1° de nodige documenten waaruit blijkt dat de vereniging voldoet aan artikel 4 van het decreet van 24 juli 1991;